

## Principaux paramètres du Budget de l'Etat pour la période 1986-2022

La situation du budget de l'Etat, en tant qu'instrument majeur de la mise en œuvre d'un programme d'action politique, a toujours suscité une attention particulière.

Trois principaux ratios font, à cet égard, l'objet d'un suivi particulier pour évaluer le coût et l'efficacité de la gestion des finances publiques. Ils concernent :

- ▮ Le solde budgétaire qui correspond à la différence entre les recettes (hors emprunts, dons et revenus de privatisation) et les dépenses hors remboursement du principal. Depuis 1986, le solde est, en Tunisie, négatif requérant le recours à des emprunts intérieurs et extérieurs pour en assurer la couverture.
- ▮ Le taux de la pression fiscale qui mesure le poids de l'impôt dans l'économie. Il se calcule en divisant le montant des impôts directs et indirects prélevés sur une année donnée par le montant du PIB. La Tunisie est classée parmi les pays à fiscalité élevée.
- ▮ La dette publique qui correspond aux emprunts intérieurs et extérieurs accumulés qui restent à rembourser ; le poids de la dette publique se mesure en rapportant l'encours de la dette au PIB de l'année.

Le tableau suivant, qui présente l'évolution de ces trois ratios depuis 1986, fait ressortir quatre périodes distinctes :

- La première période allant de 1987 à 1994 est marquée par la mise en œuvre du programme d'ajustement structurel à la suite de la crise financière qui a secoué l'économie tunisienne. Au cours de cette période, la pression fiscale s'est située autour 20.8% du PIB, le déficit budgétaire, à l'exception du pic de 6.3% de l'année 1991, autour d'une moyenne de 3% du PIB et le taux de la dette publique autour de 58%.
- La seconde période, allant de 1995 à 2010, porte l'empreinte de la mise en œuvre du programme de démantèlement tarifaire consécutif à la signature de l'accord de libre échange des produits industriels avec l'Union Européenne. Au cours de cette période, il est relevé une détente des différents ratios couronnée en 2010 par un déficit budgétaire dans les limites de 1% du PIB et un encours de la dette publique sous la barre de 41% du PIB.
- La troisième période, allant de 2011 à 2019, est fortement impactée par les tiraillements politiques et les tensions sociales. Il en résulte une tendance haussière de la dette publique dont l'encours enregistre plus qu'un triplement entre 2010 et 2019 pour atteindre le taux record de 77.9% du PIB. Une relative détente est, toutefois, relevée en 2019 au prix d'un effort accru en matière de recouvrement fiscal mais aussi d'importants arriérés à éponger durant les années ultérieures.
- La quatrième période se rapportant à la triennie 2020-2022 accuse, sous l'effet notamment des répercussions d'abord de la crise sanitaire, ensuite de la guerre en Ukraine, un effondrement de tous les fondamentaux en tête desquels ceux des finances publiques.

Année	Déficit budgétaire MD	Taux déficit/PIB	Pression fiscale/PIB	Dettes publiques MD	Taux dettes/PIB
1986	355	5.0%	22.8%	4 109	57.4%
1987	179	2.2%	20.7%	4 473	55.7%
1988	267	3.1%	20.5%	5 084	58.7%
1989	398	4.2%	20.3%	5 798	<b>60.5%</b>
1990	531	4.9%	20.1%	6 314	58.4%
1991	756	<b>6.3%</b>	20.5%	7 323	<b>60.9%</b>
1992	466	3.4%	20.5%	7 632	55.7%
1993	500	3.4%	21.0%	8 722	59.5%
1994	518	3.3%	20.8%	9 361	59.2%
1995	764	4.5%	20.5%	9 814	57.6%
1996	842	4.4%	19.8%	10 589	55.5%
1997	922	4.0%	18.4%	13 063	56.9%
1998	782	3.1%	19.2%	13 477	54.3%
1999	923	3.4%	19.1%	15 142	55.6%
2000	993	3.4%	19.3%	16 503	56.1%
2001	1 056	3.3%	19.6%	17 926	56.5%
2002	1 030	3.1%	19.5%	18 405	55.9%
2003	1 099	3.1%	18.7%	19 462	55.0%
2004	998	2.6%	18.7%	20 912	53.8%
2005	1 213	2.9%	18.9%	21 949	52.4%
2006	1 174	2.6%	18.5%	22 221	48.6%

2007	1 333	2.7%	19.1%	22 829	45.8%
2008	559	1.0%	20.5%	23 927	43.3%
2009	1 770	3.0%	19.8%	25 190	42.9%
2010	650	1.0%	20.1%	25 640	38.8%
2011	2 127	3.1%	21.1%	28 780	42.5%
2012	3 853	5.2%	21.1%	31 418	42.5%
2013	5 207	<b>6.6%</b>	21.7%	34 987	44.2%
2014	4 074	4.8%	23.1%	41 054	48.1%
2015	4 069	4.5%	21.9%	46 922	52.3%
2016	5 510	<b>5.8%</b>	20.8%	55 922	58.7%
2017	5 986	<b>5.9%</b>	22.0%	67 830	<b>66.5%</b>
2018	5 055	4.5%	23.2%	82 295	<b>73.0%</b>
2019	4 143	3.4%	23.6%	83 334	<b>68.0%</b>
2020	11 229	<b>9.4%</b>	22.7%	93 040	<b>77.8%</b>
2021	9 988	<b>7.7%</b>	23.3%	104 298	<b>79.9%</b>
2022	10 978	<b>7.6%</b>	24.5%	114 791	<b>79.4%</b>

Source des données : ministère des Finances

Forum Ibn Khaldoun : Mise à jour le 5 juillet 2023